

« L'AVENIR DE LA RELATION FRANCO-AFRICAINE »

Sommaire

Introduction

par Marie-Françoise Bechtel ,
Présidente de la Fondation Res Publica. 7

« *Présence française en Afrique : l'inévitable « trop-vide » après le trop-plein »*
par Stephen Smith,
Professeur en études africaines à l'université de Duke, ancien journaliste à
Libération et au *Monde*, auteur, notamment, de *Requiem pour « La Coloniale »*
(Grasset, 2024)..... 10

« *Les relations entre la France et l'Afrique subsaharienne* »

par Nicolas Normand,
Normalien, ingénieur agronome et énarque, ancien ambassadeur de France en
Afrique du Sud, au Mali, au Congo, au Sénégal et en Gambie, auteur, notamment,
du *Grand livre de l'Afrique* (Éditions Eyrolles, 2022)..... 22

Débat 34

Monsieur le Président fondateur,
Chers amis,
Messieurs les intervenants,

Dans l'ensemble des questions d'avenir que pose l'immense continent africain, le troisième par la taille et la population, fait d'une diversité profonde d'Alger au Cap, de Nouakchott à Khartoum, comportant sans doute dans l'ensemble mondial le moins de puissances d'avenir ou d'avenir immédiat, malgré quelques grands pays l'Afrique du Sud et le Nigéria au moins, se niche parmi d'autres la question sensible pour notre pays de la relation franco-africaine. Nous limiterons ainsi notre réflexion de ce soir à la relation de notre pays avec ses anciennes colonies de la zone subsaharienne.

Nous parlons d'un phénomène devenu une quasi évidence et qui est pourtant récent. Après les premières interventions au Sahel qui ne remontent qu'à 2012, ce sont les départs dans des conditions de plus en plus humiliantes des troupes françaises de Centrafrique en 2015, du Mali en 2022, du Burkina Faso et du Niger en 2023 et tout récemment encore du Tchad puis de la Côte d'Ivoire, départs faits dans des situations politiques différentes allant jusqu'au coup d'État comme au Niger – et on ne saurait oublier dans cette longue litanie la fin des cinq emprises militaires françaises au Sénégal, le pays peut-être le plus proche culturellement et si je puis dire affectivement du nôtre, le pays du grand Senghor, le pays aussi il est vrai et comme le montre l'actualité récente, des tirailleurs massacrés en 1944.

La dégradation de cette relation n'est évidemment un mystère pour personne. Mais ses raisons, son avenir, les clés éventuelles d'une remise sur pied, tout cela doit nous interpeller. Nous n'avons en effet pas coutume à la Fondation Res Publica, de rosir la réalité dans une posture incantatoire ou autoréalisatrice. Mais nous croyons avec Jean-Pierre Chevènement, notre fondateur et inspirateur, qu'il faut toujours chercher les voies de la construction fût-ce à un horizon assez lointain.

D'autant que l'ambiance médiatique délétère qui entoure la question sur fond d'interpellation culpabilisante, de retours mémoriels plus ou moins orientés liés à la non-liquidation de la question coloniale, non liquidation qui est, qu'on le

veuille ou non, une réalité ne laisse peut-être guère de place à l'optimisme immédiat.

Alors...au-delà ? Quelles seraient les voies et moyens de la reconstruction d'une relation avec l'Afrique dite francophone ? Si on ne peut créer la demande peut-être peut-on tout de même, à défaut, compter sur le temps, cet élément qui même lorsqu'il nous semble long à l'aune d'une génération est si court au regard de l'histoire, pour envisager les conditions de réalisation d'une reconstruction dans le futur ? Sur quelles bases ? Économiques, militaires, culturelles ? À l'évidence nul ne songe à rêver d'un Commonwealth francophone (ce serait plutôt l'inverse, un ou deux pays de notre aire d'influence post coloniale, le Gabon et le Togo, ayant demandé à rejoindre celui-ci). On peut aussi se demander si la restauration de la relation perdue devrait se faire pays par pays sur la base de la spécificité de chaque cas ou bien plutôt par groupe de pays – on pense bien sûr aux problématiques du Sahel – ou alors dans une vision plus globale, peut-être – je hasarde cette idée – sur la base de la diplomatie culturelle comprise au sens large comme un élément clé de l'influence ? Et quel rôle jouerait dans tout cela la rivalité avec d'autres puissances pleines d'appétence envers le continent africain et ses richesses, la Chine bien sûr, les États-Unis dont il ne faut pas sous-estimer la présence, la Russie pour laquelle à l'inverse il ne faut peut-être pas la surestimer ?

En tout état de cause et sauf à me tromper d'analyse il me semble que deux questions distinctes quoique liées gagneraient à être analysées : l'une, ce que je nommais le défaut de liquidation de la question coloniale qui, pour ceux du moins qui sont de bonne foi c'est-à-dire la jeunesse, semble à l'observateur une des causes majeures de la cassure de la relation. À moins bien entendu qu'elle soit surestimée et instrumentalisée – c'est une question à poser. L'autre touche à tout ce qui s'est passé depuis la fin du rêve avorté de la Communauté c'est-à-dire depuis le début des années 60 autour des liens plus ou moins avoués et avouables qui se sont tissés autour des affaires économiques, des services, du protectorat militaire et politique : ce que l'on a nommé la Françafrique. D'où ma question : jusqu'à quel point ces deux facteurs distincts sont-ils liés et quel est celui qui aura causé le plus de ravages ? N'est-ce pas la façon dont la France a géré sa relation avec les ex-colonies africaines après la décolonisation qui est principalement à l'origine de la situation actuelle ? Mais il ne semble pas non plus abusif de poser la question inverse : n'est-ce pas le défaut de capacité de constituer un État qui fait

aujourd'hui le lit de la revendication du faible qui veut malgré tout montrer sa force au fort ?

Dès lors, dans cette situation où le faible cherche à punir le fort, quel langage tenir ? Sur la base de quelles analyses de fond ? Quelles sont les bonnes questions ? J'en livre une que l'on pourra regarder comme arbitraire voire abusive. Pourquoi une grande partie des États dont nous parlons ici, même si leurs frontières ont été arbitrairement tracées, peinent-ils à ce point à se définir comme nation ? Pire peut-être : comment se fait-il que tant la coopération bilatérale qui a fleuri depuis les années 60 que les aides multilatérales n'aient pas permis la constitution d'États ? Dieu sait pourtant si dans les institutions multilatérales la notion de « *capacity building* » était invoquée et ce depuis la fin des années 90. Faudrait-il croire, comme le relève, dans un récent numéro de la *Revue politique et parlementaire*¹, l'ancien Premier ministre de la RDC M. Augustin MATATA PONYO MAPON, que l'aide internationale (235 milliards de dollars en 2023) crée une « trappe institutionnelle » en Afrique subsaharienne ? Nombreux sont les travaux allant en ce sens. La conclusion de l'auteur est d'ailleurs plus nuancée relevant tout de même que l'impact de l'aide internationales sur le développement économique et social de la région est limité. La question de la corruption, des circuits de dissimulation des débouchés réels de l'aide qui est aussi celle des élites et de leurs comportements ne devrait-elle pas de son côté venir au jour même si l'on croit deviner qu'elle se heurterait aux intérêts divergents des grands pays donateurs ?

J'arrête ici un questionnement qui n'a peut-être pas de pertinence suffisante et que je n'ai introduit que pour lancer le débat....

Parmi les personnalités présentes qui pourront alimenter ce débat je citerai :

Bruno Aubert, ancien ambassadeur de France en Irak, au Soudan, en République démocratique du Congo, directeur de recherche à l'IRIS.

Michel Roussin, ancien ministre de la Coopération (1993-1994), ancien député.

Jean de Gliniasty, membre de notre conseil scientifique qui fut notamment ambassadeur de France au Sénégal, au Brésil et en Russie.

¹ « *Afrique : Des indépendances à la souveraineté* », *Revue Politique et Parlementaire*, Hors-série, avril 2024.

François Gouyette, grand ami de la Fondation Res Publica, ambassadeur de France aux Émirats arabes unis, en Libye, en Tunisie, en Arabie saoudite et en Algérie.

L'Ambassadeur de France Alain Dejammet. Je rappelle qu'entre toutes les postes éminents qu'il a occupés, il a été notamment directeur d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient.

Je note aussi la présence qui nous flatte beaucoup de Christian Jambet, nouvel académicien.

Je me tourne vers nos deux intervenants.

Stephen Smith, professeur en études africaines à l'université de Duke, ancien journaliste à *Libération* et au *Monde*, auteur, notamment, de *Requiem pour "La Coloniale"* (Grasset, 2024)

Nicolas Normand, normalien, ingénieur agronome et énarque, ancien ambassadeur de France en Afrique du Sud, au Mali, au Congo, au Sénégal et en Gambie, auteur, notamment, du *Grand livre de l'Afrique* (Éditions Eyrolles, 2022).

STEPHEN SMITH

Présence française en Afrique : l'inévitable « trop-vide » après le trop-plein

Je voudrais d'abord exprimer mon plaisir d'être avec vous, remercier le président fondateur de la Fondation Res Publica, vous remercier tous. J'ai grand plaisir aussi à retrouver Nicolas Normand que j'ai connu « sur le terrain » (expression un peu mythique voire mystifiante).

J'apprécie d'autant plus d'être parmi vous que l'invitation nous incitait à aller au fond des choses, sans concessions – ce qui me parle éloquentement. Je vais essayer dans la mesure du possible de le faire.

Pour commencer, j'aimerais partager un souvenir avec vous. Il y a une quinzaine d'années, la Fondation Soros m'avait invité à New York pour introduire un débat sur le Rwanda. Je devais, en cinq à dix minutes, donner les éléments clés dont il fallait absolument disposer pour avoir un débat informé sur le Rwanda. J'ai donc parlé cinq à dix minutes... en évitant soigneusement de prononcer deux

mots : « Hutus » et « Tutsis ». Les gens étaient furieux : « On fait venir un professeur de Duke qui se dit africaniste, et il nous présente le Rwanda sans dire qu'il est habité par 85 % de Hutus et 14 % de Tutsis » (et quelques rares pygmées qu'on appelle maintenant poliment des Twa) ! On a trouvé que je manquais totalement d'expertise sur le sujet !

C'est pourtant cette méthode que j'appliquerai ce soir avec vous : je vous parlerai de la relation France-Afrique sans jamais parler de la « Françafrique », qui obsède depuis trente ans le débat en France.

J'ose à peine parler après Mme Bechtel car il y avait plus d'idées analytiques dans sa présentation qu'il n'y en aura dans mon intervention. Je vous présenterai simplement un état des lieux de la France en Afrique. Je vais essayer de vous décrire cette « présence » telle que je la vois après de longues années de fréquentation et, aussi, du point de vue de quelqu'un qui a vécu parmi vous, avant de partir ailleurs, aux États-Unis – donc, peut-être, avec un petit décalage.

« L'avenir de la relation franco-africaine ». J'ai compris ce titre comme étant une interrogation, une question sur l'avenir de la « présence » française en Afrique.

Si c'est le cas, il est sous-entendu en France – cela n'irait pas de soi ailleurs – qu'il est question, en fait, de la seule Afrique subsaharienne, et non pas du continent tout entier. De façon encore plus restreinte, il s'agit en réalité seulement de l'Afrique francophone, soit les ex-possessions de la France – colonies ou protectorats – plus celles de la Belgique – le Congo, le Rwanda, le Burundi – du fait du « lévirat postcolonial » au milieu des années 1970, quand Paris a remplacé Bruxelles comme puissance tutélaire. Voilà pour le domaine. Quant à la « présence », elle ne porte pas sur un certain nombre de Français – des expatriés – qui se trouvent au Sénégal, au Gabon ou ailleurs en Afrique francophone mais d'une présence « intégrée », un ensemble public-privé structuré et cohérent. Donc, lorsque des amis français me demandent ce que va être le futur de la France en Afrique, ce qu'ils ont à l'esprit ce n'est pas qu'il y ait, en plus des expatriés, quelques entreprises françaises qui soient implantées en Afrique – comme il peut y avoir aussi des entreprises turques, par exemple – mais qu'il y ait toujours une « présence » ainsi comprise, cet ensemble cohérent dont je viens de parler. Actuellement, le pays qui, en dehors de la Chine, à son échelle, réplique le mieux l'ancien modèle français d'une présence intégrée est le Maroc. En effet, quand un pays subsaharien s'engage avec le Maroc, il gagne l'accès à tout

un système bancaire autant qu'aux phosphates marocains, à la téléphonie mobile de Maroc Télécom et aux académies militaires du royaume, sans oublier l'aide humanitaire d'une organisation caritative présidée par une princesse – Leïla – bienfaitante... C'est tout un ensemble, comme la France en offrait un, autrefois, à ses partenaires africains.

Je voulais m'assurer que nous parlions de la même chose. Lorsque je parlerai de « présence », c'est cela que j'ai à l'esprit.

À partir de là, ma réponse à la question posée est claire et simple, peut-être trop pour certains d'entre vous. Quelle va être la « présence » de la France en Afrique demain ? Il n'y en aura pas. Pour demain, cela me paraît certain. Pour l'après-demain, on verra, c'est trop loin pour l'anticiper.

La première raison pour ma réponse, c'est qu'il n'y a déjà plus de « présence » française en Afrique aujourd'hui. Il est temps de s'en rendre compte. Il y a eu, hier, un trop-plein ; il y a maintenant un hiatus historique, et il va y avoir, demain, un « trop-vide », si l'on peut dire.

Je vais essayer de développer cet argument.

D'abord la présence militaire, puisque c'est l'actualité.

Mme Bechtel a fait référence au départ, dans des conditions très défavorables, de l'armée française, mise à la porte plus ou moins poliment dans différents pays qui ont été cités. Il y a donc retraite là où, on oublie souvent de le préciser, il y a eu conquête. Une parenthèse historique se ferme. Il y a 150 ans, l'armée française est partie conquérir une partie du monde, aujourd'hui elle rentre. J'ai donné deux conférences, hier et aujourd'hui, devant les stagiaires de la 32^{ème} promotion de l'École de Guerre. Je peux vous dire que les militaires ressentent cette humiliation. Pour eux, il s'agit d'un revers historique et non pas de quelques rebonds d'actualité sur lesquels on pourrait facilement revenir.

J'ai souvent été surpris, face à mes interlocuteurs français, de découvrir qu'ils pensaient que l'armée française était en Afrique pour protéger la « présence » française. Je vois les choses différemment. La « présence » française a suivi les militaires français et non pas l'inverse. L'armée française serait en Afrique pour protéger des Français, me dit-on. Mais il n'y a pas d'armée française ailleurs dans le monde pour protéger les Français, même là où ils sont bien plus nombreux qu'en Afrique. En fait, jusqu'au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, l'Afrique occidentale française (AOF) était une zone militaire – d'où sa

subdivision administrative en « cercles », etc. – et l’Afrique équatoriale française (AEF) était une entreprise publique-privée entre l’État français et des « compagnies à charte ». Je ne dis pas cela sur un ton agressif, comme pour prononcer un réquisitoire. L’antériorité du fait militaire sur la « présence » est de l’ordre du constat, banal.

Donc il y a retraite après conquête, reflux après afflux. Et le départ français, d’autant qu’il n’a pas été à l’initiative française, revêt une lourde signification aux yeux des Africains. Comme revêtent une lourde signification les paroles du chancelier nouvellement élu en Allemagne, Friedrich Merz, quand il dit que son pays n’est pas vraiment indépendant avec quelques dizaines de milliers de soldats américains sur son sol. Ce n’est pas un gauchiste ni un ultra-nationaliste mais un *leader* chrétien-démocrate qui le dit ! À ses yeux, l’Allemagne de l’après-guerre a accepté une sorte d’occupation – pudiquement appelée « présence » américaine – en échange de protection. Parce que l’on n’est pas indépendants quand on ne peut pas se défendre tout seuls. Dans la mesure où l’Afrique est une partie du monde qui répond aux mêmes règles que celles prévalant ailleurs, ce parallèle peut nous aider à comprendre que le retour de l’armée française signifie la fin d’une époque en Afrique francophone. Si la conquête y a ouvert une parenthèse historique, il y a environ un siècle et demi, la retraite, aujourd’hui, signifie la fin de la « présence » française.

Une illustration anecdotique : le directeur de l’École de guerre me disait aujourd’hui que le seul espoir de maintenir une présence militaire française en Afrique de l’Ouest reposait désormais sur la Marine engagée dans la lutte contre la piraterie dans le Golfe de Guinée. Grâce à cette présence « *offshore* », il sera peut-être encore possible, en cas d’urgence, de monter des interventions ponctuelles, par hélicoptères. Au regard du passé, même très récent, c’est bien peu de chose.

Pour la présence humaine, il suffit de regarder les chiffres.

À la fin de la guerre froide, un quart des expatriés français résidaient en Afrique subsaharienne. Aujourd’hui, la proportion est tombée à 6 %, c’est-à-dire moins de 100 000 personnes dont les deux tiers sont des binationaux (pour l’ensemble des expatriés français, les binationaux ne comptent que pour une moitié, mais l’Afrique fait exception). Quand vous êtes à bord d’un vol vers une capitale subsaharienne – je viens de faire l’expérience sur un vol pour Dakar où vit notre fils – vous êtes entouré, en majorité, de personnes âgées – dans mon exemple des

sexagénaires et plus qui partent pour passer une semaine de vacances au Sénégal, sur la Petite-Côte. Vous ne voyez pas beaucoup de jeunes. Vous ne trouvez d'ailleurs plus beaucoup de Français installés au Sénégal. Des Libanais, oui, ils sont restés en nombre. En revanche, les rares expatriés français sur place ne restent que deux ou trois ans. La « présence » française, sur le plan humain, est également à bout de souffle. Bien sûr, si vous la comparez avec celle de l'Allemagne, la France est toujours très présente – je ne voudrais pas être mal compris. Mais la somme a cessé d'être plus grande que le nombre des parties. Au sens où elle formerait un ensemble significatif et cohérent, y compris sur le plan humain, la France n'est plus présente.

La présence économique.

Dans les années 1980, au moment où je commençais à travailler à Paris comme africaniste, les parts de marché de la France dans son « pré carré » étaient de l'ordre de 40 %, ce qui était totalement anormal. Aujourd'hui, avec 5 %, on est plus proche de la normalité ailleurs dans le monde (de l'ordre de 3 %). La France a toujours légèrement plus de parts de marché dans son ancien « pré carré » qu'ailleurs. Au Sénégal, assez étonnamment, elle reste même le principal importateur (avec 10 %), tout juste derrière la Chine. Mais, si elle se maintient parfois assez honorablement, il n'y a plus de « présence » derrière les grandes enseignes du type Auchan, Total ou Orange. Bolloré, qui tenait les ports et le transit, est parti, tout comme le système bancaire français. On pourrait multiplier les exemples. En somme, le « dispositif » qui formait un tout cohérent s'est replié. Les derniers à partir sont les militaires, l'arrière-garde. Il ne reste qu'un village Potemkine, une « présence » en trompe-l'œil. Quand il y a des émeutes, la foule va piller l'Auchan local comme symbole d'une domination néocoloniale. Et des cris fusent facilement au sujet d'une France qui s'attribuerait « tous les marchés lucratifs ». Mais c'est faux, au regard des chiffres. C'est une forme d'abréaction : mécontents de leur situation – et il y a de quoi ! – les gens se passent les nerfs sur la France.

Je constate aussi au passage que la France n'a pas d'industrie minière, hormis pour l'uranium, ni de maisons de négoce. La seule maison de négoce d'une certaine taille que je connaisse est Touton à Bordeaux, notamment pour le café et le cacao. Les pays africains qui ont des matières premières agricoles à vendre, les vendent à d'autres. Quant au pétrole, Total n'est pas « Elf-Africaine ».

Il y a aussi beaucoup de domaines où la France n'a tout simplement pas de répondant. Si vous vendez du café et du cacao vous n'allez pas en France mais aux Pays-Bas, aux États-Unis ou ailleurs.

Je ne voudrais pas que ça tourne à la litanie mais un mot sur le domaine culturel.

On pourrait penser que, peut-être, subsisterait un *soft power* français. Mais lorsque nous allons chez des amis africains, leurs enfants ont la même *playlist* que nos enfants... et ce n'est pas une *playlist* française. Le pouvoir culturel est d'autant plus faible que les centres culturels français, s'ils le pouvaient, se cacheraient sous un cocotier. Il est presque impossible de voir un spectacle français, tout est fait pour promouvoir la culture locale, par peur de passer pour franchouillard !

Cela m'amène à mentionner la francophonie. Comment voulez-vous que, voyant la façon dont vous la défendez, l'Afrique francophone défende la francophonie ? Au moment où le Rwanda a procédé à un échange standard d'élites, en remplaçant l'élite francophone par une élite anglophone, j'étais le seul journaliste dans la presse française à relever cette ingénierie – non pas parce que je préfère la langue française à la langue anglaise mais parce que c'était une manœuvre politique d'un grand cynisme. Aux universitaires qui me sollicitaient pour traduire en anglais la thèse qu'ils avaient laborieusement écrite afin d'obtenir leur doctorat, j'ai dû dire non. Ils ne trouvaient aucun appui en France, parce que défendre la langue française y fait « vieux jeu » alors qu'on se voudrait cosmopolite. Dans ces conditions, comment voulez-vous qu'un jeune Africain se dise qu'il est important de parler, et peut-être même de bien parler, le français ?

Pour moi, quand je viens à Paris, la plus éloquente démonstration de la « non-présence » de la France, c'est l'étagère à la FNAC consacrée à l'Afrique subsaharienne et au Maghreb. Quand je pense à ce qu'a pu faire le couple Lacouture après l'indépendance du Maroc, en allant parcourir le pays pendant huit mois, faisant des enquêtes... leurs connaissances et la qualité de leur travail² me font rougir de mon ignorance ! À la FNAC, cette petite étagère consacrée à tout un continent, donne envie de pleurer !

² Jean Lacouture et Simone Lacouture, *Le Maroc à l'épreuve*, Paris, éd. du Seuil, 1958.

Jean de la Guérivière et moi avons publié, en novembre dernier, un petit livre intitulé *Requiem pour « La Coloniale »*³ sur un sujet d'actualité – le retrait de l'armée française, nous venons d'en parler. *Le Figaro* a publié une longue interview, *Le Monde* n'y a pas consacré une note de lecture... Je ne suis pas sûr que cela aurait changé quelque chose. Ça n'intéresse plus personne. Un ami qui travaille au *Point* a vainement défendu une recension de notre livre à la conférence de rédaction. « *En fait, je suis d'accord avec mes collègues* », m'a-t-il dit, « *pour les Français, c'est acté, fini. Il n'y a plus un emploi qui dépende de l'Afrique où on nous crache à la figure à longueur de journée. Alors, pour s'y intéresser... Fais ton prochain livre sur un autre sujet, et on en parlera.* » En trois mois et demi, nous avons vendu 1200 exemplaires de *Requiem pour « La Coloniale »*, essentiellement à des militaires. Ce n'est pas une exception. Le dernier *best-seller* sur la relation France-Afrique est le livre – scandaleux – de Robert Bourgi, *Ils savent que je sais tout*. Depuis sa parution, en septembre dernier, il s'est vendu 10 000 exemplaires. À comparer avec les plus de 100 000 exemplaires vendus de *L'Afrique noire est mal partie* de René Dumont, en 1962. Pourtant, le livre de Bourgi se lit comme « Les mille et une nuits » de toutes les magouilles. Son auteur a pu le promouvoir, à longueur de pages d'interview, sans qu'on lui demande comment il a fait pour savoir de quelle main à quelle main sont allées toutes ces valises d'argent... Il y a quinze ou vingt ans, un bon livre sur l'Afrique pouvait se vendre à 30 000 exemplaires. Époque révolue. À ce titre, *La ruée vers l'Europe*⁴ était une ruse. Je voulais dresser le portrait de la « jeune Afrique » dont 40 % de la population a moins de quinze ans. Mais, conscient que je ne trouverais guère un public pour cela, j'ai écrit un livre dont le titre, l'introduction et la conclusion traitent de la migration... et ça a été un succès ! À travers les enjeux migratoires, la description de l'Afrique contemporaine est passée.

En parlant de la pyramide des âges : l'intérêt encore porté à l'Afrique en France est devenu le quasi-monopole des aînés (dont nous sommes). Certes, l'Académie des sciences d'outre-mer est une institution formidable, gardienne de beaucoup de savoirs. Mais ce n'est pas vraiment un club de jeunes dynamiques et réactifs. D'ailleurs, qui, jeune et talentueux, se mettrait aujourd'hui à travailler sur

³ Stephen Smith et Jean de la Guérivière, *Requiem pour « la Coloniale »*, Paris, Grasset, 2018.

⁴ Stephen Smith, *La ruée vers l'Europe : La jeune Afrique en route pour le Vieux Continent*, Paris, Grasset, 2018.

l'Afrique ? Un sur dix, peut-être, le véritable original, la personne exceptionnelle qui nage à contre-courant. Mais – je suis désolé de le dire – ce jeune va se retrouver dans un environnement souvent médiocre, et rencontrer surtout désamour et ressentiment. Ce n'est ni agréable ni porteur.

Entendons-nous bien : ma façon de présenter aussi négativement l'intérêt en France pour l'Afrique n'implique aucunement que je penserais qu'il ne faudrait pas s'intéresser à l'Afrique. Au contraire, il y a des raisons impératives à réfléchir sur un continent voisin de l'Europe dont, d'ici vingt-cinq ans, la population sera cinq fois plus importante que la population européenne. Une Afrique où l'âge médian sera de 20 ans, alors que l'âge médian dans la « vieille Europe » tournera autour de 47 ans. Or, je ne perçois pas un début de réflexion sur ce sujet. On a encore du mal à simplement en parler. Chaque fois qu'une tentative est faite pour lancer ou relancer le débat, les initiateurs se font reprocher – surtout au Collège de France – de préparer la prise de pouvoir par le Rassemblement national. Dans un tel contexte, retourner la question sur la présence française en Afrique pour se demander quelle sera, demain, la présence africaine en France sent évidemment le souffre. Pourtant, en mettant en avant le statut « diasporique » des immigrés africains en France, on met en question qu'ils puissent devenir, simplement, des Européens noirs – ce qui ne saurait poser problème qu'aux racistes. Mais, en attendant de s'attaquer à cette question, on devrait tout au moins se dire que, dans un pays dont 8 % de la population est d'origine africaine – en comptant la première et la deuxième génération d'immigration – les pays d'origine de ces concitoyens méritent attention. Le président Macron, à mon regret, canalise cette attention en faisant appel à la « diaspora » africaine en France par le truchement de laquelle il espère ne pas perdre pied en Afrique. Mon désaccord ne pourrait pas être plus fondamental. Ce ne sont pas ceux qui sont, eux-mêmes, partis qui vont nous expliquer la vie de ceux qui sont restés. Au lieu de nous adresser à ceux qui ont changé de pays, on ferait mieux de nous intéresser à ceux qui veulent changer leur pays.

Je crois qu'il y a eu une normalisation, qui mérite d'être saluée : la Chine a pris la place en Afrique qui lui revient en tant que deuxième puissance économique du monde. Il serait étonnant qu'elle ne prenne pas d'importantes parts de marché en Afrique, d'autant que la Chine est « l'atelier du monde », le plus important site de production industrielle. Au même titre, la Turquie, le Brésil ou l'Inde – déjà

historiquement investie en Afrique – prennent leur part de marché au sud du Sahara. Cela, en soi, ne devrait pas amener la France à s'interroger sur sa présence sur le continent.

Je reviens vers le militaire. Que nous déplorions le départ de l'armée française lorsque la demande locale consiste à vouloir avoir des mercenaires, qui tuent des civils, me désarçonne. Je me réjouis que l'armée française quitte l'Afrique, si le Mali demande à ceux qui coopèrent avec l'armée malienne d'aller « casser » du civil dans le Nord du Mali. Tant mieux que l'armée française n'en soit pas ! Je n'y vois pas une perte d'influence. Y être serait une perte de valeurs et de temps. Même les critiques les plus sévères de la présence française soudain se mettent à pleurer l'absence de la France comme une perte de « rang » ! Parfois c'est bien d'être absent. Parfois, c'est en effet un signe inquiétant. En 1957, dans *Présence française et abandon* (quel titre !), François Mitterrand avait prédit qu'il n'y aurait pas de France sans l'Afrique au XXI^{ème} siècle. Il n'envisageait pas, alors, que la France puisse devenir une grande Belgique. Or, c'est peu ou prou ce qui s'est passé : comme la Belgique avant elle, la France suit une trajectoire postcoloniale, ce qui implique du bon et du moins bon. Ne plus faire de la coopération de substitution, notamment dans le domaine militaire, n'est pas une perte. Que les plus grandes puissances soient sur tous les plans – économique, militaire, culturel... – plus présentes que la France me semble normal et pas un mobile d'autoflagellation. En revanche, ne plus s'intéresser à l'Afrique parce que l'on n'y est plus en position dominante me paraît très regrettable et dangereux.

Je vous ai parlé, tantôt, du regard du jeune Français sur la relation franco-africaine. Je voudrais parler très brièvement du jeune Africain, de la perspective inverse.

Pourquoi un jeune Africain serait-il aujourd'hui intéressé par la France ?

J'ai parlé de la francophonie. Ce qui affleure souvent dans les conversations avec de jeunes Africains – qu'il s'agisse de Maghrébins ou de Subsahariens – c'est une grande déception à l'égard de la France : on leur avait dit que Paris était un centre névralgique voire l'ombilic du monde, qu'il était important d'apprendre le français, de s'initier à la culture française... Aujourd'hui, ces efforts et les promesses qui les accompagnaient leur semblent vains. Par exemple, s'ils sont chercheurs ou universitaires, on leur demande de publier en anglais. Les Français eux-mêmes s'y plient, de gré ou de force. Autre exemple : la cellule africaine de

l'Élysée, quand je m'y rendais il y a quelques années. Dans la salle d'attente, un planisphère place l'Afrique au centre du monde – l'afrocentriste le plus exalté ne pourrait faire mieux ! À côté, quelques photos de mannequins africains et de l'équipe du PSG venue à l'Élysée – quel rapport, à moins de vouloir disputer aux joueurs leur nationalité française ? En entrant dans le bureau du conseiller Afrique, des photos d'une Afrique que j'ai rarement rencontrée y ornent les murs. Tout y va bien, il n'y a même pas de bouchons sur les autoroutes modernes. En revanche, plus une photo d'un projet français en Afrique. D'ailleurs, le paysan a disparu pour céder la place au citadin en costume et cravate, un smartphone à la main. Un jeune diplomate africain qui arrive ici pour un entretien avec le conseiller Afrique du Président de la République doit être déconcerté dans cet univers parallèle, si parallèle d'ailleurs que l'Afrique et la France ne s'y rencontrent plus. C'est l'effacement identitaire d'un « nous ». Officiellement, il a cessé d'exister.

L'Afrique a toujours été un miroir dans lequel la France s'est regardée. Aujourd'hui, elle s'y voit d'une façon très négative, si déformée qu'elle est tentée de nier son reflet. Le mot qu'elle a inventé pour désigner ce monstre se trouve être celui que je m'étais promis de ne pas prononcer.

Je voudrais conclure en partageant avec vous un autre souvenir. À Dakar, il y a bientôt deux ans, je conduisais tranquillement la voiture familiale quand un policier me fit signe de m'arrêter, sans raison apparente, probablement pour une « levée de fonds ». Pensant bien faire, étant au Sénégal, j'ai sorti mon permis de conduire français. Le ton est rapidement monté : « *Vous les Français...* », variations sur un thème connu. Assis à côté de moi, notre fils, vivant au Sénégal, commençait à trouver qu'on parlait mal à son père. Le ton est encore monté d'un cran. J'ai alors tenté de rétablir la paix entre « aînés » : j'ai fait remarquer au policier qu'étant Américain – sur quoi, je lui ai tendu mon permis de conduire américain – je n'étais pas un bon destinataire des reproches qu'il avait à faire aux Français. Après quoi, cela s'est terminé au téléphone, sur *WhatsApp*, avec l'un de ses parents vivant à Atlanta (pas très loin de là où nous habitons, en Caroline du Nord). Nous nous sommes séparés les meilleurs amis du monde ! Hélas, sur le dos de la France.

Ce monsieur n'était pas un énerguemène, ce n'était pas quelqu'un à qui on a donné un billet pour défiler à Bamako contre la France, comme cela arrive. Il

n'était pas non plus « shooté » à la propagande russe. C'était un Sénégalais à peu près ordinaire qui exprimait son ressentiment. Mais pourquoi s'énerve-t-il ainsi contre la France ? Les explications avancées en France sont parfois aberrantes : « On nous reproche notre arrogance ! », va-t-on jusqu'à dire. Je ne crois pas qu'une nationalité puisse prédisposer à l'arrogance. En revanche, l'expérience nous apprend que, chaque fois qu'un groupe – parfois du fait de sa nationalité – domine du seul fait de son identité collective, ses membres se montrent arrogants, les Américains hier en Amérique latine comme, également dans le passé, les Français au sud du Sahara. Mais ce n'est que la première des trois raisons principales pour la « colère » anti-française en Afrique francophone. La seconde est que, hier forte, la France est faible aujourd'hui – je viens de l'exposer. Il est donc facile et, en tout cas, sans risque de s'en prendre à elle. La troisième raison est que le faible d'hier – l'Afrique – est toujours faible aujourd'hui. Le monde a beaucoup changé, l'Afrique aussi, mais en 2024 comme en 1960, le continent le plus pauvre représente toujours à peu près 3 % des échanges commerciaux globaux, malgré le quadruplement de sa population (qui est passée de 300 millions d'habitants, en 1960, à 1,4 milliards l'année dernière). Il a de quoi avoir envie de prendre une revanche sur un passé n'ayant pas tenu ses promesses !

Beaucoup d'Africains sont extrêmement déçus. Le soleil des indépendances a été noir. D'où les populismes souverainistes, souvent en uniforme et, face à eux, un populisme théocratique que nous appelons, de façon largement erronée, comme un djihadisme nous menaçant. Or, il a beaucoup moins de dimension internationale qu'il n'a d'enracinement local. La comparaison avec un pays comme le Vietnam est éclairante. On sait toutes les horreurs coloniales et postcoloniales que ce pays a vécues. Mais un Français ou un Américain qui, aujourd'hui, se rend au Vietnam, y pourra parler avec ses hôtes du passé sans que la conversation ne se noie dans le ressentiment. C'est que les Vietnamiens ont tourné la page, consacrent leurs forces à bâtir un meilleur avenir et y parviennent, du moins sur le plan économique.

« *Don't overstay your welcome* », dit-on en anglais. La France est restée trop longtemps en Afrique pour y rester à peu près la bienvenue – et, déjà, elle n'était pas la bienvenue au départ. Au trop-plein de substitution, quand la France s'est mise à une place qui n'était pas la sienne, succède maintenant un « trop-vide », une présence fantôme qui, comme un membre manquant, peut faire mal.

Si j'avais voulu théoriser ce que je vous ai dit de façon plus descriptive ou anecdotique, je l'aurais fait à travers la pensée d'Hannah Arendt pour qui « *un événement éclaire son propre passé mais ne saurait jamais être déduit de ce passé* ». L'actuel désamour franco-africain nous permet de mieux comprendre le passé de la France en Afrique. En revanche, il est peine perdue de vouloir trouver le présent en triant les mille détritiques de la décharge historique qu'est la « Françafrique » – voilà le mot est lâché ! Le présent éclaire le passé mais ne se comprend qu'à travers lui-même, ici et maintenant. Il est plus important de se rendre compte que le président Macron a fondé sa politique africaine sur son idée d'une « réparation mémorielle » et une alliance avec le Rwanda, au point de ne pas se rendre compte, comme une partie de la presse française, que le Rwanda de Paul Kagamé est une dictature comparable à la dictature russe – plus efficace, quand même – qui intervient dans l'Est du Congo de la même façon que la Russie intervient en Ukraine. Mais, selon la tournure inventée par Rudyard Kipling, « c'est là une autre histoire ».

Je vous remercie de votre attention.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Merci pour ces propos très encourageants, sans concession... et nous vous remercions d'avoir dit les choses franchement, sans ménagement !

Vous avez décrit une sorte de cercle vicieux : ressentiment envers la France, affaissement de la présence française, autculpabilisation des Français (vous avez cité l'institut culturel qui, au Sénégal, ne montre aucun spectacle français). Dans ce cercle vicieux je n'ai pas tout à fait compris où se situe la question du ressentiment africain. Plus globalement, vous vous êtes attaché à une sorte de déconstruction des choses qui fait du bien à entendre, dans la mesure où il est nécessaire d'entendre des vérités rudes. Mais, derrière ces vérités, il y a peut-être également des causes.

Je vais donc passer la parole à la défense... peut-être !

Les relations entre la France et l'Afrique subsaharienne

Je vous remercie.

Pour ma part je parlerai de la « Françafrique », un concept toujours d'actualité, toujours très vivant dans l'esprit des Africains

Je ne vais guère parler de la « perte d'influence », une expression que je juge néocoloniale. Nous n'avons pas à avoir sur les pays africains plus d'influence que sur l'Allemagne, les États-Unis ou d'autres. Or c'est un terme que l'on utilise plus spécifiquement vis-à-vis des pays africains, comme s'ils avaient vocation à être sous notre influence, signe que nous sommes encore un peu dans une pensée néocoloniale.

Donc je trouve normal que nous ayons perdu cette influence qui était justement une des caractéristiques de la Françafrique.

Petit rappel sur la Françafrique.

Tout le monde sait qu'il s'agissait d'une domination sous tous les aspects : domination politique avec ingérences, protection des chefs d'États et des dictatures, domination militaire, économique, etc. Cela se traduisait entre autres par des interventions pour maintenir la stabilité, pour maintenir les chefs d'État en place. Il y avait aussi dans la Françafrique telle qu'elle est représentée par les journalistes – et en réalité aussi – des aspects opaques, notamment les transferts financiers, ceux qui ont été illustrés avec une certaine vantardise un peu déplacée par Robert Bourgi.

Ces caractéristiques ont une base idéologique voulue par le général de Gaulle qui était rentré dans les indépendances à reculons, il faut le rappeler, avec son projet de « Communauté », en 1958, et avec cette idée, en 1960, de maintenir avec son conseiller Foccart une influence extrêmement forte sur les pays africains.

Cette domination de la Françafrique, dès le début, avait quand même connu des exceptions, avec la Guinée qui n'avait pas voulu jouer ce jeu puis, assez rapidement, avec le Mali : dès le début des années soixante Modibo Keïta, président du Mali, déterminé à sortir complètement de cette dépendance vis-à-vis de la France, était rentré dans un système socialiste collectiviste et avait quitté la zone Franc. Le même phénomène s'est produit au début des années

quatre-vingt au Burkina Faso avec Thomas Sankara. Je ne rentrerai pas dans les détails des quelques autres petites exceptions, notamment au Tchad.

En fait cette domination qu'on appelait la Françafrique a d'abord été dénoncée par des médias, des journalistes et par des ONG. Cette critique a été reprise par des hommes politiques, en particulier par Nicolas Sarkozy qui en avait fait un argument dans sa campagne présidentielle. À partir de 2007 l'abandon de la Françafrique était devenu un objectif officiel.

Mais le président Sarkozy n'a pas été fidèle à cette dénonciation. Je rappellerai trois écarts importants qui continuent de peser sur l'actualité aujourd'hui.

Le premier est évidemment, en 2008, le fameux discours où la phrase « l'homme africain n'est pas assez entré dans l'Histoire » avait été reçue comme une humiliation, une provocation, par les Africains et par tous les spécialistes de l'Afrique parce que c'était nier la profondeur historique des sociétés, des civilisations africaines et des anciens empires africains. Cela d'autant plus qu'il s'exprimait au Sénégal. En effet, le Sahel a connu depuis au moins le VIII^{ème} ou IX^{ème} siècle, une succession d'empires assez prestigieux, en tout cas importants dans l'amour-propre des Sahéliens. Ils ont été décrits dès le XIX^{ème} siècle, notamment par Raymond Heinrich Barth, un savant allemand⁵. C'était donc quelque chose qui était connu depuis longtemps mais ignoré d'Henri Guaino qui avait rédigé ce projet de discours – qui n'avait été relu par personne – prononcé par Sarkozy.

Deuxième écart : Sarkozy est intervenu militairement en Côte d'Ivoire pour rétablir Alassane Ouattara à la place du président sortant, Laurent Gbagbo, qui avait en principe perdu l'élection présidentielle.

Enfin, troisième écart, Robert Bourgi était un conseiller très influent auprès de Sarkozy, dans la logique de Foccart. Donc cette Françafrique dénoncée par Sarkozy – alors qu'elle s'exprimait sans complexe du temps de Chirac ou de Mitterrand – était en fait poursuivie à travers le rôle d'un Robert Bourgi très actif.

⁵ Né à Hambourg en 1821, Heinrich Barth était un voyageur cosmopolite : trois décennies avant la création de l'Empire colonial allemand (*Kaiserreich*), il effectua, avec le soutien financier de l'État britannique, des expéditions scientifiques en Afrique du Nord et au Sahel entre 1849 et 1855. Seul membre européen de ces explorations à y avoir survécu, il publia à son retour, en allemand et en anglais, cinq épais volumes de comptes rendus.

François Hollande, à partir de 2012 dénonce à son tour la Françafrique. Mais il faut rappeler que dès ce moment-là surgit un malentendu sur ce qu'était la Françafrique. Pour les autorités françaises et pour les Africains ce concept reflétait deux choses totalement différentes.

Lorsque François Hollande et Nicolas Sarkozy dénoncent la Françafrique, ils pensent, surtout François Hollande, aux réseaux opaques, notamment les intermédiaires non diplomates, dont Robert Bourgi, qui avaient des contacts directs avec l'Élysée. Ils incriminent les réseaux occultes et les financements occultes venant de certains chefs d'État africains, essentiellement celui du Gabon et un peu celui du Burkina Faso avec Blaise Compaoré (peut-être aussi du Congo Brazzaville mais je n'en ai pas la preuve). Ces financements venaient d'Afrique pour financer des candidats aux élections présidentielles principalement en Afrique. La Françafrique c'était ça dans l'esprit de François Hollande.

Les Africains, qui étaient assez peu au courant de ces aspects occultes, déploraient dans la Françafrique la présence de bases militaires, l'existence du franc CFA, les interventions militaires régulières et les différentes formes d'ingérence dans les affaires intérieures africaines, les protections supposées des chefs d'État, enfin les injonctions régulières tant en matière de gouvernance qu'en matières diverses dans les affaires intérieures africaines.

Il y avait donc un malentendu fondamental sur le terme de Françafrique et ce que dénonçait François Hollande n'était pas ce que les Africains comprenaient comme Françafrique. C'est certainement la raison pour laquelle il n'a pratiquement pas touché aux bases militaires, ni au franc CFA et pas plus aux injonctions et aux interventions militaires. Loin de là puisque François Hollande a déclenché la principale intervention militaire de l'histoire des relations franco-africaines avec Serval puis Barkhane.

Si j'insiste sur la période François Hollande c'est parce que la période Emmanuel Macron, à partir de 2017, est une prolongation, sans beaucoup de changement, de ces conceptions élaborées et appliquées sous François Hollande. Fondamentalement, il s'inscrit dans la continuité de François Hollande en ce qui concerne les relations entre la France et l'Afrique, en ce sens notamment qu'il a maintenu jusqu'à très récemment les bases militaires et qu'il n'a pas vraiment attaqué la question du franc CFA. Il a aussi maintenu les injonctions régulières sur ce que les chefs d'État devaient faire et il a prolongé l'intervention militaire Barkhane lorsqu'il est arrivé au pouvoir. De ce point de vue on voit bien qu'il est dans une continuité parfaite avec François Hollande. « Nous serons intraitables

sur les élections présidentielles au Mali qui devaient se tenir à telle date très précise », avait dit ce dernier. C'est assez extraordinaire de voir un chef d'État étranger se dire « intraitable » sur le respect d'un calendrier électoral qu'il impose à un pays tiers ! Sarkozy avait fait la même chose. Macron, lui aussi, a multiplié les injonctions vis-à-vis des chefs d'État africains, déclarant par exemple : « Il n'est pas question de négocier avec les terroristes au Mali », s'ingérant ainsi dans une affaire intérieure (négociations entre Maliens) !

Ce rappel historique est important car pour les Africains rien n'a véritablement changé. Et il y a quand même un décalage entre les changements qui ont été opérés et la perception des Africains qui sont relativement imperméables aux réformes et aux tentatives de changement qui sont intervenus depuis.

Après ce petit historique je parlerai de l'accumulation des erreurs françaises qui sont en bonne partie à la source du ressentiment.

Le ressentiment africain a deux origines.

Une première origine, rappelée par Stephen Smith, est l'échec des pays africains. L'Afrique représente 3 % des échanges mondiaux mais aussi 3 % du PIB mondial.

Les pays africains ont échoué dans leur développement pour des raisons structurelles que j'analyse en détail dans mon livre⁶. En gros il y a trois ou quatre raisons importantes qui n'ont pas été comprises par les autorités françaises, ce qui a contribué à l'échec de notre diplomatie française en Afrique :

Le dysfonctionnement des États, les institutions inadaptées, qui sont extractives et non inclusives, notamment les dysfonctionnements des régimes démocratiques qui n'ont pas du tout répondu aux aspirations de la population. C'est l'aspect institutionnel et étatique.

La deuxième raison est que ces États ne contrôlent pas leur territoire dont ils sont absents. D'où des zones de « Far-West sans shérif ».

Autre raison, une explosion démographique incompatible avec le développement économique. La croissance de la population est beaucoup plus rapide que celle des créations d'emplois, plus rapide aussi que celle de la formation et de l'éducation. Des générations de jeunes sont analphabètes.

⁶ Nicolas Normand (préface d'Erik Orsenna), *Le grand livre de l'Afrique. Chaos ou émergence au sud du Sahara ?* Paris, éd. Eyrolles, 2022.

Actuellement, au Sahel, 55 % des enfants ne vont pas à l'école du tout et cette proportion augmente. Cette jeunesse montante qui n'a pas de perspectives, pas d'avenir, se radicalise et rejoint facilement des groupes armés. En plus de cet effet de flux des naissances, il y a un effet de l'explosion démographique sur la structure de la population : celle-ci est majoritairement composée de jeunes qui ne sont pas encore en âge de travailler, mais qui sont à charge, ce qui freine l'épargne des familles et donc l'investissement financé par les banques, accroît la consommation et le déficit commercial et finalement la dette publique.

Enfin, il y a un troisième effet démographique sur le « stock », c'est-à-dire en suscitant localement la surpopulation humaine et du bétail. Ceci accentue le surpâturage, les brûlis : la désertification s'étend, les terres utiles se réduisent. Alors la concurrence entre agriculteurs sédentaires et éleveurs semi nomades dégénère en conflits locaux. Au total, l'absence de transition démographique (de réduction de la fertilité) est un handicap grave pour le développement économique.

D'autres raisons sont liées à l'histoire et à la géographie. Des raisons culturelles, des raisons psychologiques. Les jeunes, dans une situation d'impasse, ont besoin de trouver un coupable, de se rebeller.

Et nous observons en Afrique une sorte de révolution conservatrice qui rappelle un peu le fascisme en Europe entre les deux guerres. Il y a certains points communs : un ressentiment dû à un déclassement, à une frustration, des rancœurs chez ceux qui n'ayant pas profité d'un avenir qui leur offrait des opportunités estiment qu'un certain nombre de gens se sont emparés des richesses de la nation. Les élites et les gouvernants sont donc les premières victimes, d'où la série des coups d'État.

On se retourne ensuite contre le partenaire principal, celui dont la visibilité était excessive : la France, sa présence continue, la Françafrique.

Les gens ressassent la mémoire de la colonisation. Non tellement l'esclavage dont ils savent bien que c'est une réalité à l'intérieur des sociétés africaines, mais l'idée de la colonisation. Ils estiment que l'exploitation dont ils ont été victimes pendant la colonisation s'est poursuivie par les relations privilégiées avec la France, les relations néocoloniales. Ils ont été victimes de cette situation et donc il est assez naturel qu'ils se rebellent. C'est un phénomène de bouc-émissaire assez simple sur le plan psychologique : il faut chercher un responsable. Ce responsable

est l'Occident, la France. Cela crée un ressentiment anti-français mais, plus largement, anti-occidental.

S'ajoutent à cela d'importants facteurs religieux. Les Africains estiment que l'islam, arrivé après le judaïsme et le christianisme, a intégré ces deux religions. Bien qu'ayant la meilleure religion, ils sont dans une situation de domination et de pauvreté. Dominés par les pays occidentaux en dépit de la supériorité de leur religion ils jugent que leurs élites n'appliquent pas bien cette religion. D'où une surenchère religieuse qui favorise les mouvements islamistes.

Une partie de la jeunesse est simplement anti-occidentale et réclame un régime autoritaire. Les régimes militaires et autoritaires sont populaires. On retrouve quelque chose qui ressemble un peu au fascisme, avec les mêmes bases populistes fondées sur le ressentiment. Une autre partie de la jeunesse se radicalise sous l'influence d'un encadrement religieux venu pour l'essentiel du Moyen-Orient ou d'Algérie.

Une partie du ressentiment est donc due à des causes psychologiques liées à l'histoire.

Une deuxième partie du ressentiment est due à l'accumulation des fautes récentes commises par la France dans cette région. Il y a eu une accumulation assez incroyable de fautes françaises depuis l'élection d'Emmanuel Macron mais cela avait commencé avec François Hollande. François Hollande est même le principal responsable. En effet, après l'opération Serval en janvier 2013 il a décidé de prolonger l'opération militaire française par Barkhane, en 2014, pour une durée indéfinie : « Tant qu'il y aura des terroristes au Sahel Barkhane restera ». Comme si c'était à la France de décider de la durée de son occupation militaire sans tenir compte des autorités en principe souveraines des pays concernés.

Il serait trop long de faire la liste de ces fautes.

Il faut rappeler que la crise du Mali s'est produite en 2012. Je ne reviens pas sur les causes mais la moitié du Nord du Mali a été occupée par des djihadistes pendant environ six mois en 2012. Le Mali était donc coupé en deux. Il y avait eu aussi un coup d'État à Bamako la même année. Le Mali était donc en position de faiblesse extrême lorsque François Hollande, en novembre 2012, a fait la déclaration publique suivante : La France n'interviendra « en aucun cas elle-même » au Mali. Cela a été entendu par les djihadistes. Ils avaient battu l'armée malienne mais ils pouvaient craindre une intervention militaire française, dans la tradition de la Françafrique, susceptible de rétablir l'intégrité du Mali.

Mais François Hollande les a rassurés : la France n'interviendra « en aucun cas » au Mali. Ensuite il a décidé de créer une force africaine pour rétablir l'intégrité du Mali : la Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine (MISMA), force multinationale africaine autorisée le 20 décembre 2012 par la résolution 2085 du Conseil de sécurité de l'ONU en vertu du Chapitre VII. Il fallait du temps pour préparer cette force. L'Europe, assez absente dans cette affaire, devait financer en partie cette force à hauteur de 50 millions d'euros. Selon des déclarations publiques européennes, le temps que ça se mette en place, ce serait vers l'automne 2013. Donc, en janvier 2013, les djihadistes savent que l'armée française n'interviendra pas, savent que la force interafricaine n'interviendra pas avant la fin de l'année, donc savent qu'ils ont le champ libre. C'est dans ces circonstances précises, à cause de cette communication extérieure française et européenne qu'ils décident d'intervenir vers le Sud. Ils ne souhaitent probablement pas attaquer d'emblée Bamako, considérant que c'était un trop gros morceau, même s'il n'y avait aucune résistance entre eux et Bamako. Je crois qu'ils voulaient surtout s'emparer du principal aéroport qui pourrait être utilisé par la future force africaine, la MISMA, à Mopti Sévaré, dans la partie Nord du Mali. Ils sont donc descendus vers cette zone pour occuper cet aéroport et empêcher la force africaine d'être efficace à partir de la fin 2013. Paniqué, François Hollande s'est dédit et a décidé brusquement d'envoyer une force d'urgence française, la force Serval, en janvier 2013, craignant que l'armée des djihadistes parvienne à Bamako et se saisisse des 2000 Français qui y résidaient pour en faire des otages (à l'époque il y avait déjà quelques otages français au Mali).

C'est donc en 2012 que commencent les difficultés avec les Maliens... pour aboutir à notre expulsion en 2022.

Première difficulté : Serval n'avait pas de base juridique : pas de résolution du Conseil de sécurité, pas de lettre formelle des autorités maliennes nous demandant d'intervenir. On a quand même demandé une lettre au Président par intérim Dioncounda Traoré. Mais cette lettre, que j'ai vue, évoquait une intervention aérienne. Or nous sommes intervenus au sol. Cette absence de base juridique nous est reprochée par les Maliens. Si Serval a été entérinée ensuite par le Conseil de sécurité elle était contestable au moment de l'intervention. On se référait à la résolution 2085 qui avait créé la MISMA mais c'était quand même une interprétation un peu tirée par les cheveux.

Deuxième faute, plus grave : nous nous sommes associés tout de suite aux séparatistes du Nord du Mali, une fraction des Touaregs, pour lutter contre les djihadistes. Ces séparatistes, d'abord alliés des djihadistes, avaient été chassés du Mali par ces mêmes djihadistes, ce qui était une bonne chose pour le Mali. La France a rétabli ces séparatistes et leur a donné la ville de Kidal en février 2013 : faute majeure qui nous est énormément reprochée aujourd'hui au Mali. À l'époque le président actuel de la junte malienne, le général Assimi Goïta, racontait à la télévision que, voulant reconquérir la ville de Kidal avec un bataillon de l'armée malienne, il avait été menacé par un officier français : « Si tu fais trois pas en avant, je te mets une balle dans la tête ». Je ne sais pas si cette anecdote est vraie mais cela correspond en tout cas à l'interdiction faite à l'armée malienne de rentrer dans Kidal. Donc Kidal a été donnée aux séparatistes. J'ai un avis un peu plus nuancé sur ce sujet : je pense qu'il était bon d'éviter que l'armée malienne rentrât à Kidal parce qu'il y aurait eu des règlements de comptes entre l'armée malienne et les Touaregs de Kidal. Mais on ne peut pas décider ce genre de choses tout seuls. Il fallait consulter le président du Mali et lui demander s'il était bien d'accord pour que l'armée malienne ne rentre pas dans Kidal. Or cela n'a pas été fait. C'est la France toute seule qui a décidé, comme si elle était chez elle, que l'armée malienne, supplétif de l'armée française, ne devait pas circuler comme elle voulait au Mali. Cette faute est assez lourde.

Une autre faute fut d'avoir prolongé l'opération Serval par l'opération Barkhane. Les militaires reconnaissent eux-mêmes aujourd'hui que c'était une erreur dramatique. En effet, on ne pouvait pas régler de façon militaire un problème aussi complexe que l'insurrection djihadiste au Mali. Insurrection due aux causes que je vous ai déjà énoncées : une jeunesse montante qui n'a aucune perspective d'emploi, qui n'a pas d'avenir, dans une zone où il n'y a ni police ni justice, donc dans une zone de totale impunité où par conséquent se créent des groupes armés. Les éléments les plus durs de la guerre d'Algérie qui avaient refusé tout processus de réintégration dans la vie civile en Algérie et s'étaient réfugiés dans les années 90 au Nord du Mali y ont pris racine, ont capturé des otages et, avec l'argent des rançons, ont recruté ces jeunes Maliens sans avenir. C'est comme ça que le djihadisme s'est développé au Nord du Mali : des djihadistes avec des moyens financiers (150 millions d'euros de rançons) qui permettaient de recruter beaucoup de jeunes en déshérence au Nord du Mali. On ne traite pas cela par des moyens militaires. Il faut traiter le problème de l'emploi des jeunes. Il faut traiter le problème de l'administration des territoires où il n'y a aucun représentant de

l'État. Il faut traiter aussi le problème religieux en dénonçant un certain nombre de dérives dans l'interprétation de l'islam qui sont exploitées par les djihadistes. Tous traitements politiques et économiques qui ne relèvent pas d'une logique militaire.

Faute supplémentaire, les militaires français, commandés par un général, ont été là-bas en roue libre. Les opérations casques bleus de l'ONU sont toujours dirigées par un civil, par un politique. Aujourd'hui, sur onze opérations des casques bleus dans le monde, il y en a cinq en Afrique. Elles sont toutes dirigées par des civils. On ne peut pas demander à un général de diriger une armée étrangère dans un pays souverain sans relations étroites avec les autorités politiques locales, que seul un politique peut avoir. Donc l'armée française, en roue libre, a humilié l'armée malienne, à laquelle elle s'est substituée, et a humilié les autorités politiques maliennes. Cette humiliation était profonde.

Il faut rappeler que dans les anciennes colonies françaises la France a un handicap par rapport à tous les autres pays : Nous sommes l'ancien colonisateur. Le contentieux de la colonisation n'a jamais été réglé. Nous n'avons jamais véritablement entrepris d'éventuelle repentance ni véritablement soldé ce contentieux colonial. Macron a quand même fait un effort dans ce domaine sur le Cameroun et sur l'Algérie. Je pense qu'on ne peut pas faire l'impasse d'une explication de texte sur la question du contentieux de la colonisation. Je ne propose pas de créer un ministère de la repentance mais je pense que dans des cas extrêmes (tel le massacre qui s'est produit au Sénégal), il faut quand même organiser une sorte de cérémonie expiatoire. Rien n'a été fait et l'arrivée de l'armée française en 2013 a été perçue au Mali comme le retour de la colonisation. Même Serval qui a réuni en partie le Mali – à l'exception de Kidal – était ressenti comme une humiliation. François Hollande ne l'a pas vu. Il a vu les foules qui l'acclamaient, il n'a pas compris que les élites maliennes éprouvaient une humiliation en voyant que c'était la France qui venait régler un problème au Mali. Il ne l'a pas ressenti comme ça, à tort. Et lorsqu'ensuite il a décidé de prolonger Serval de façon indéfinie sous le nom de Barkhane cette humiliation s'est accentuée. Sans parler des méthodes utilisées par l'armée française : certes on ne tuait pas des civils comme les mercenaires russes, néanmoins on faisait des fouilles autoritaires, on confisquait les téléphones, on faisait irruption de façon brutale dans les campements nomades... Tout ceci a été assez mal perçu et, comme je le disais, l'armée a été humiliée, les autorités étaient humiliées.

Or cette action s'est révélée inefficace : les statistiques montrent un accroissement continu des attentats djihadistes et de l'extension géographique du djihadisme. Barkhane était donc un échec complet. Un échec politique, un échec militaire, un fiasco, un désastre, il faut bien le reconnaître. Et nous ne l'avons pas reconnu, nous n'avons pas fait cette autocritique, cette analyse, ce sont les Maliens qui l'ont faite à notre place. Je crois que la goutte d'eau qui a fait déborder le vase est le coup d'État survenu au Mali en mai 2021. Un premier coup d'État, en août 2020, avait été plutôt bienvenu à Paris mais ce deuxième coup d'État a amené le président Macron à suspendre toute coopération militaire avec le Mali. Les 4500 soldats français présents au Mali ne coopéraient plus avec le Mali ! Ils devenaient donc officiellement une armée d'occupation, purement et simplement. C'est ainsi que les Maliens l'ont compris et, logiquement, ils ont demandé notre départ. Nous voulions faire une suspension temporaire pour leur faire la leçon et reprendre tranquillement l'opération après mais, évidemment, les Maliens ne l'ont pas compris de cette manière-là. Cela a été vraiment la faute finale, la goutte d'eau qui a fait déborder le vase.

Voilà pour l'histoire.

Maintenant, quels remèdes ?

Comment peut-on améliorer la situation pour l'avenir ?

Il y a d'abord un problème de structures de décision. Au ministère des Armées la direction des Affaires stratégiques compte 250 agents alors que le Centre d'analyse, de prévision et de stratégie (le CAPS) du Quai d'Orsay ne compte que 20 agents ! Concrètement la réflexion stratégique n'est plus au Quai d'Orsay, elle est passée au ministère des Armées. J'ajoute à cela que le SGDSN (Secrétariat général de la Défense et de la Sécurité nationale), censé faire de la prévision de crise, est devenu un organisme interministériel placé sous l'autorité du Premier ministre. Sans parler de la DGSE (Direction générale de la sécurité extérieure), rattachée au ministère des Armées, sans parler du Trésor qui, lui aussi, fait de la politique étrangère en Afrique. Sans parler, enfin, de l'AFD (Agence française de développement), qui est un électron libre.

L'AFD connaît des problèmes graves. Tous les rapports parlementaires le reconnaissent. Il n'y a pas de pilotage politique mais, de mon point de vue le pilotage politique ne suffirait plus, c'est trop tard. Il faut vraiment dissoudre

l'AFD, pas à la manière Musk et Trump qui ont dissous l'USAID (*United States Agency for International Development*). Je pense qu'il faut couper l'AFD en deux, rattacher au Quai d'Orsay toutes les fonctions régaliennes et toute la politique de dons qui n'a aucune raison d'être à l'AFD. L'AFD devrait être un organisme bancaire, faire du rentable avec le statut de société d'économie mixte. Un contrôle de l'État sur ce qu'elle fait reste nécessaire car il s'agit quand même de politique étrangère. Les activités rentables devraient être séparées des activités non rentables. Et il faudrait surtout refaire du pilotage. Pour l'instant on fait du saupoudrage sur toute la planète alors que les causes structurelles que j'ai dénoncées au Sahel n'ont jamais été traitées par l'AFD. L'éducation a été complètement ignorée des financements de l'AFD, tout comme la police et la justice. L'armée n'a pas non plus été vraiment aidée par la France. Les services fiscaux maliens nécessaires pour avoir un budget n'ont jamais été aidés. Donc la structure d'un État, ce que vous appelez le *Capacity Building*, a été complètement négligée dans tout le Sahel. Pendant ce temps l'AFD s'occupait de résorber les bidonvilles aux Philippines ou de faire de l'aide à la Colombie. Parmi les dix premiers bénéficiaires de l'AFD il n'y a pratiquement aucun pays africain pauvre. Visiblement il y a eu une négligence complète. Et je crois qu'une reprise en main très énergique s'impose.

Ensuite il faut se demander quels sont nos intérêts en Afrique subsaharienne.

L'aspect économique est extrêmement limité. L'Afrique subsaharienne représente 1,8 % de nos exportations et 1,9 % de nos importations, soit moins de 2 % de notre commerce extérieur. Si on rajoute 1 % pour l'Afrique du Nord, cela fait 3 % pour le continent. Vues du côté africain, nos parts de marché font 3,2 %, ce qui est un peu inférieur à notre part de marché mondiale (3,5 %). Nous sommes le huitième fournisseur de l'Afrique, avec 3,2 % en moyenne. La Chine c'est 17 % !

Mais ce n'est pas l'aspect économique qui est essentiel dans nos relations.

L'aspect francophonie, en revanche, est très important. Mais c'est la RDC qui est le principal pays francophone dans le monde, donc en Afrique, avec plus de 100 millions de locuteurs, et le Congo RDC est beaucoup plus francophone que l'Afrique de l'Ouest. Au Sénégal, au Mali, au Burkina très peu de gens parlent le français. Même les professeurs d'université, chez eux, en famille, ne parlent pas

le français. J'ai enseigné plusieurs années de suite à Kinshasa, les gens sont très francophones, beaucoup plus que dans le reste de l'Afrique. Or, c'est le principal pays de l'Afrique. La logique voudrait donc que l'AFD et la France mettent le paquet sur le Congo RDC. Or nous y sommes aussi marginalisés par rapport à beaucoup d'autres pays. Nous ne sommes pas très présents au Congo RDC. Sans compter le choix du Rwanda, l'ennemi héréditaire de la RDC, comme chouchou de la coopération française ! Cela n'est pas non plus très favorable à l'avenir de la francophonie en RDC ni à l'avenir de nos relations.

L'aspect sécuritaire et l'aspect migratoire sont les deux raisons principales pour lesquelles on doit s'intéresser à l'Afrique.

L'aspect sécuritaire : toute la région du Sahel est dans une situation de dégradation et de descente aux enfers. Et aucune mesure d'amélioration n'est prévue ni en cours.

Sur le plan migratoire, c'est également une catastrophe parce qu'il n'y a pas de transition démographique, en particulier dans les régions les plus pauvres et les plus déstabilisées d'Afrique qui connaissent une explosion démographique. Cela va forcément augmenter la pression migratoire.

Ayant identifié nos principaux intérêts il faut faire un certain nombre de réformes.

Deux rapports parlementaires, le rapport Le Gleut du Sénat⁷ et le rapport Fuchs⁸ de l'Assemblée nationale, proposent quelques mesures souvent un peu homéopathiques.

Sur la réforme des bases militaires le rapport Bockel⁹ a été dépassé par l'accélération des fermetures de bases militaires. D'ailleurs, dans la mission Bockel il n'était pas prévu de fermer les bases militaires mais seulement de les réduire et de les aménager. Le mandat même de Bockel était donc inadapté à la situation.

⁷ « Voir l'Afrique dans tous ses États », Rapport d'information n°288 (2024-2025) du 29 janvier 2025 – par M. Ronan LE GLEUT, Mme Marie-Arlette CARLOTTI et M. François BONNEAU, L'Essentiel (synthèse) 29/01/2025.

⁸ Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du règlement, par la commission des affaires étrangères, en conclusion des travaux d'une mission d'information sur les relations entre la France et l'Afrique, n°1841, déposé le mercredi 8 novembre 2023 et présenté par M. Bruno FUCHS et Mme Michèle TABAROT.

⁹ Le 25 novembre 2024, Jean-Marie Bockel a remis au président français son rapport sur la reconfiguration du dispositif militaire français en Afrique.

Quant au franc CFA la moindre des choses serait de donner une échéance pour la disparition de ce mécanisme archaïque, focus de tous ceux qui éprouvent un ressentiment antifrçais.

Pour le reste ce sont des mesures de bon sens : il faut éviter le double standard, approuver certains coups d'État, en condamner d'autres, éviter les injonctions, adopter une politique d'humilité et de respect et, d'une façon plus positive, il faut développer les échanges, les formations, les étudiants, etc.

Je n'ai pas mentionné les visas qui font partie des griefs que les Africains ont contre nous. Nous ne pouvons pas faire grand-chose dans ce domaine parce que les visas sont la barrière principale à l'immigration incontrôlée, même si beaucoup de gens qui ont des visas ne reviennent pas, c'est important. Nous sommes peut-être même trop mous sur les visas d'une certaine manière. Cela restera un contentieux qu'on ne pourra pas faire disparaître.

Je termine là-dessus.

Débat

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Merci beaucoup.

Vos deux interventions m'ont paru tout à fait complémentaires. Vous avez brossé le tableau de tout ce qui ne va pas, c'est-à-dire à peu près tout, en ce qui concerne la relation franco-africaine ou plutôt la présence de la France en Afrique rapportée à la présence de l'Afrique en France. Nous avons eu une analyse très intéressante des causes du ressentiment qui sont à l'origine de ce que vous appelez la révolution conservatrice, qui touche beaucoup les jeunes, et des erreurs commises par la France, au Mali en particulier. Vous avez été aussi très intéressant sur les remèdes.

Je donne la parole à notre président fondateur.

Si on prend les choses de haut, la France a eu deux empires coloniaux.

Le premier, du début du XVII^{ème} siècle à la fin du XVIII^{ème}, a été un échec. C'était la guerre d'hégémonie maritime et mondiale que nous avons avec l'Angleterre. Cela s'est terminé à Waterloo, peut-être même à Trafalgar.

Sur le deuxième empire colonial il est difficile de porter un jugement. Mais si on regarde notre histoire il n'a joué un rôle décisif que pendant la Deuxième guerre mondiale (l'Afrique du Nord, l'armée d'Italie, la première armée).

Maintenant nous en sommes au point que vous disiez, Monsieur l'ambassadeur. L'aspect sécuritaire et l'aspect migratoire sont, à court terme, les deux intérêts de la France. L'autre intérêt majeur, qui est le développement de l'Afrique, est une affaire qui incombe d'abord aux Africains. Cela ne peut pas être notre affaire. On peut y aider mais c'est marginal. Par contre, ce qui n'est pas marginal, c'est la manière dont on traite les problèmes de l'immigration et les problèmes « sécuritaires » au sens le plus large du terme. Si je vais au bout de ma pensée, on ne peut traiter ces questions qu'à une échelle plus vaste que la France : l'Europe, le monde. Les problèmes de migrations, par exemple, sont des problèmes mondiaux.

J'ai écouté avec beaucoup d'intérêt nos deux intervenants qui ont évidemment brossé un tableau pas très optimiste du point de vue de la France. Mais si on se resserre sur les intérêts de la France, si on raisonne « intérêts de l'Afrique », je vois les trois choses que j'ai dites : le développement de l'Afrique, la maîtrise des migrations et le problème sécuritaire à l'échelle mondiale.

À l'échelle mondiale, le terrorisme est passé du Moyen-Orient et de l'Asie centrale (avec l'Afghanistan) au Sahel aujourd'hui. Le Sahel représente 55 % des attentats djihadistes dans le monde. Et le pays le plus affecté par le terrorisme dans le monde est aujourd'hui le Burkina Faso, selon le classement du *Global Terrorism Index*. À une époque, cela a été l'Afghanistan, l'Irak, la Syrie. Actuellement le Burkina Faso est le pays où il y a le plus d'attentats terroristes dans le monde.

JEAN DE GLINIASTY

L'analyse des causes du ressentiment et de nos échecs en Afrique est tout à fait juste et les deux exposés, tout à fait remarquables, se complètent.

Il y a un élément que personne n'a souligné, peut-être parce que vos perceptions ne sont pas les mêmes que les miennes. J'ai été en poste au Sénégal (1999-2003) et j'ai été nommé directeur d'Afrique en 2006. J'étais au Sénégal juste avant le « Non » français à l'invasion en Irak. Quand nous (ambassadeur, ambassadrice de France) nous promenions à la Médina ou au marché de Dakar, des marchés très populaires, très pauvres, nous étions salués à l'époque parce qu'il y avait la perception que la politique française n'était pas la même que celle de l'Europe, que celle des États-Unis. Il y avait la perception d'une spécificité à laquelle même les jeunes les moins formés n'avaient pas honte d'appartenir. La perte progressive de la spécificité française gaullienne a contribué à donner une force beaucoup plus grande à toutes les causes que vous avez énumérées. L'apogée de cette spécificité de la perception française a été l'Irak et Villepin en 2003. Après cette date, à l'époque où j'étais directeur d'Afrique, quand nous étions reçus en Afrique du Sud et partout, nous étions marqués du sceau de ceux qui avaient dit « non » à un monde occidental considéré comme politiquement agressif. En dépit de l'échec économique, de l'échec militaire, il y avait une spécificité française qui nous ouvrait bien des portes et qui nous facilitait les choses. Or cette spécificité a totalement disparu et c'est une des raisons aussi pour lesquelles nous sommes en difficulté.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Merci beaucoup pour cette intervention qui ajoute effectivement une raison.

BRUNO AUBERT

Si vous permettez je souhaiterais apporter quelques compléments ou éclairages à partir de la RDC qui, comme il a été dit par Nicolas Normand, est un gros morceau dans la francophonie avec ses 110 millions d'habitants. Il est donc

difficile de penser notre relation à l'Afrique francophone sans intégrer la RDC qui ne fait pas partie du champ traditionnel de l'influence française.

En trois ans d'expérience en RDC, je peux faire quelques constats :

Il s'agit d'un pays où le crédit de la France a été immense pendant des décennies. Il tenait à une relation en complément de celles des États-Unis et de la Belgique pendant la guerre froide où nous avons été aux côtés du Zaïre de Mobutu. Nous avons aidé à construire l'État, l'armée, etc. Au Conseil de sécurité nous avons sans cesse défendu l'intégrité territoriale et l'unité du pays, et le sort des populations fort malmenées lorsque le pays s'enfonçait dans la crise et la guerre. On nous en est toujours reconnaissants. En 2003 nous avons envoyé une force militaire, Artémis, sous couvert européen mais essentiellement française (environ 80 % des effectifs engagés émanaient des armées françaises), pour mettre un terme à un enchaînement d'exactions de masse dans le nord-est du pays. Lorsque je me déplaçais dans l'Est du pays tout le monde m'en parlait et chacun attendait que nous organisions une nouvelle opération Artémis. Nous jouissions donc d'un crédit immense.

Or depuis trois ans ce crédit est entaché par un procès d'intention qui nous est fait, des reproches qui tiennent à notre relation jugée préférentielle avec le Rwanda (on nous fait le reproche de préférer le Rwanda à la RDC). Je défendais l'idée qu'il était nécessaire, pour des raisons françaises, de surmonter le contentieux mémoriel, moral, historique, avec le Rwanda et de normaliser la relation avec Kigali. Mais je crains que les modalités de la relance avec le Rwanda ne se soient pas inscrites dans une vision historique globale et que nous ayons seulement, en cours de route, essayé de corriger les effets négatifs – essentiellement des malentendus avec la RDC – en réaffirmant l'importance stratégique de la RDC avec ses 110 millions d'habitants, ses ressources naturelles considérables pour la transition énergétique, ses minéraux critiques (70 % du cobalt, les trois quarts du coltan mondial viennent de la RDC). La RDC est un terrain considérable de frictions entre la Chine et les Occidentaux, principalement les Américains. Je pense que nous n'avons pas eu une vision suffisamment équilibrée, suffisamment globale de nos intérêts et que nous en souffrons. Et lorsque nous exprimons une telle vision, ainsi lors de la visite du Président de la République à Kinshasa en 2023, nous éprouvons ensuite de la difficulté à la faire vivre, à assurer un suivi adéquat. Nous sommes en train de perdre une influence historique acquise, évidente, et, pour la première fois,

depuis deux ou trois ans, notre ambassade à Kinshasa, comme les autres ambassades occidentales, est prise à partie, fait l'objet de manifestations hostiles, notre rôle est pris à partie.

Tout cela arrive dans un moment défavorable s'agissant des opinions africaines. En effet nous avons encore quelques atouts mais je vois aussi que nous ne savons pas toujours très bien les jouer. Nous sommes dans un moment historique nouveau où se joue une nouvelle guerre des narratifs. Aujourd'hui on parle beaucoup de vérité alternative. De fait, je constate que le regain des populismes, du ressentiment en Afrique va de pair aussi avec la diffusion de contre-vérités contre lesquelles il est très difficile de lutter. Quand j'étais en poste au cours des deux dernières années nous avons défendu la RDC au Conseil de sécurité, nous avons obtenu certaines mesures significatives en faveur de la RDC, y compris la reconnaissance des agissements rwandais sur le sol congolais, etc. Et au moment où nous obtenions ces avancées, où nous prenions ces positions, où nous obtenions des mesures en faveur de la RDC on nous reprochait très exactement le contraire, jusqu'au plus haut niveau de l'État. Donc il y avait un vrai travail de désinformation à notre encontre qui était mené, au sein de l'opinion et dans la classe politique, ce qui est un phénomène nouveau

NICOLAS NORMAND

... Avec attaque de l'ambassade française quand même.

BRUNO AUBERT

Oui, mais précisément c'est un phénomène nouveau. Dans l'attaque récente¹⁰ de l'ambassade française nous avons eu à faire face à ce genre de protestation.

Je voulais attirer l'attention sur ce point-là qui me semble très important...

¹⁰ Plusieurs ambassades, dont celles de la France, ont été attaquées le mardi 28 janvier 2025 à Kinshasa, capitale de la République démocratique du Congo (RDC), par des manifestants dénonçant le conflit dans l'est du pays. Les ambassades du Rwanda, de la France, de Belgique ainsi que des États-Unis ont été ciblées.

NICOLAS NORMAND

... C'est un point fondamental. On a négligé depuis des décennies l'importance de la RDC. C'est quand même le premier pays francophone et le seul où nous n'avons pas de contentieux colonial : deux atouts majeurs qu'il faut développer.

BRUNO AUBERT.

On a insuffisamment vu que ce qui se passe en RDC depuis trente ans est très étroitement lié, intriqué, aux agissements du Rwanda, je dirai même à l'économie politique du Rwanda. En fait, en termes systémiques, RDC et Rwanda constituent un ensemble qu'il conviendrait d'analyser sérieusement, ce que nous n'avons jamais fait. Chaque pays relève à nos yeux – outre d'une sous-direction particulière au Quai d'Orsay – d'une vision cloisonnée. Je pense qu'il faudrait surmonter cela et avoir une vision plus intégrée.

Vous parliez de la francophonie. Il ne faut pas penser l'Afrique francophone sans considérer l'environnement non francophone. Les agissements du Rwanda sont ceux d'un pays qui désormais se veut anglophone. La question de la francophonie en RDC est fondamentale à plusieurs titres. C'est le pays où l'on trouve le plus de locuteurs francophones au sens de la présence diffuse de la langue dans les différentes catégories de la population. Si la langue française est le ciment de cet immense pays qui a la taille d'un continent, avec ses 4 langues nationales et ses 350 dialectes, il subit aussi l'attractivité des pays de langue anglaise. Beaucoup de jeunes Congolais vont étudier en Ouganda, au Kenya et en Afrique du Sud où les conditions de vie et d'accueil semblent être meilleures pour eux. Il y a donc quand même une attractivité de l'anglais et de l'Afrique australe et orientale, anglophone, qu'il convient de prendre en compte.

Enfin, la question rwandaise a parasité la relation de la RDC aux institutions francophones et par voie de conséquence la relation entre la RDC et nous-mêmes, puisque nous sommes crédités d'une influence déterminante sur les institutions francophones.

On nous fait aussi le procès d'intention d'avoir favorisé l'élection et la venue de l'actuelle secrétaire générale qui est une ancienne ministre des Affaires étrangères du Rwanda.

D'autres points mériteraient mention également. J'ajouterai peut-être un mot sur les nouvelles logiques régionales qu'il conviendrait de prendre en compte en Afrique en général mais qui touchent l'Afrique francophone : il y a aujourd'hui de nouveaux acteurs. Je pense en particulier aux acteurs moyen-orientaux. Aujourd'hui on ne peut pas penser ce qui se passe en Afrique centrale, en Afrique des Grands Lacs et en Afrique sahélienne sans parler aux États arabes du Golfe. On le voit au Soudan où ce sont des États du Moyen-Orient qui, chacun, prennent parti pour un des deux protagonistes. Mais cela a des effets sur l'Afrique francophone, cela a des effets sur le Tchad. Il se trouve que le président tchadien actuel prend le parti du côté soudanais qui est soutenu par les Émirats Arabes Unis. Je constate aussi que dans le conflit de l'Est de la RDC il y a une concurrence entre Émirats Arabes Unis et Qatar, les uns soutenant plus ou moins la RDC, les autres plus ou moins le Rwanda. Cette concurrence est alimentée par l'appât du gain, c'est-à-dire un accès privilégié aux ressources minières. Ces nouveaux acteurs régionaux au sens large essaient donc de jouer leur jeu à travers le premier cercle des acteurs locaux et régionaux du conflit. Je pense que cela mérite aussi d'être pris en compte : on ne peut pas penser le monde africain francophone sans prendre en compte les interférences du voisinage régional, y compris moyen-oriental et anglophone.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Merci beaucoup.

Vous avez dit des choses fort intéressantes sur la centralité de la RDC et, bien sûr, l'importance de la francophonie.

FRANÇOIS GOUYETTE

En écoutant Bruno Aubert parler du pays où il a servi en dernier, je pensais à celui où j'ai servi en dernier et aussi à la relation que nous avons avec deux pays qui ont des contentieux historiques : le Maroc et l'Algérie. On peut s'interroger sur l'existence ou non d'une vision d'ensemble dans notre politique vis-à-vis de ces pays où parfois on voit se manifester une sorte de valse-hésitation.

Je voudrais revenir un instant sur ce qu'a dit Nicolas Normand à propos des causes d'expansion de l'islamisme radical et du djihadisme au Sahel. Il aurait dû rappeler aussi que l'une des causes principales est le conflit libyen et le fait qu'à partir de 2011 la boîte de Pandore a été ouverte et que dans les deux domaines essentiels qu'il a mentionnés, sur lesquels le ministre est revenu ensuite, à savoir la sécurité et les migrations, la situation est devenue infiniment plus catastrophique qu'elle l'était – j'ai eu l'occasion de le dire ici dans une précédente réunion¹¹ à propos des conséquences de la guerre en Libye – mais quand on a vu se déplacer vers le Sahel des groupes islamistes les Algériens du GSPC (Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat) en ont profité pour s'implanter durablement.

En Algérie, où j'ai servi jusqu'en juillet 2023, les interventions françaises au Mali (Serval puis Barkhane) étaient considérées avec suspicion, pour dire le moins. Même si les Algériens ont accordé des facilités à l'armée française, dans un premier temps discrètement ils se sont réjouis de notre éviction. Sauf que ce départ a créé un vide susceptible d'être rempli par des groupes terroristes très actifs. Même s'il n'y a pas eu d'attentat depuis 2013, le risque reste lourd. Et surtout l'Algérie qui avait accueilli avec beaucoup de faveurs l'arrivée des juntes dans les trois pays du Sahel, d'abord au Mali puis au Niger et au Burkina Faso, a eu la mauvaise surprise de constater que les Maliens – vis-à-vis desquels elle se sentait une responsabilité particulière parce qu'elle était la marraine des accords d'Alger¹² en 2015 censés permettre une réconciliation inter-malienne –, que launte au pouvoir, qu'elle avait accueillie favorablement (aussi parce qu'elle avait demandé aux Français de partir) s'est retournée brutalement contre elle. C'est pour l'Algérie un échec diplomatique cinglant.

Il est intéressant de réfléchir à des dimensions régionales incluant l'Afrique du Nord. On aurait pu parler aussi du rôle du Maroc parce que, dans le contexte de la rivalité historique avec l'Algérie qui s'est beaucoup aggravée au cours des dernières années, les Marocains ont commencé, à la faveur de leur *soft power* dans toute la région, à intervenir de plus en plus directement dans les affaires maliennes.

¹¹ Intervention de François Gouyette, ambassadeur de France en Libye, au séminaire *Un printemps arabe ?* organisé par la Fondation Res Publica le 26 mai 2011.

¹² C'est sous l'égide de la Communauté Internationale avec comme chef de file l'Algérie, qu'a été conclu l'Accord pour la Paix et la Réconciliation nationale issu du processus d'Alger, signé le 15 mai 2015 et parachevé le 20 juin 2015 à Bamako.

Certes, assurément. Là nous sommes quand même dans les dimensions politiques des relations.

Deux choses au moins m'ont beaucoup frappée.

L'ambassadeur de Gliniasty a rappelé le moment où la voix de la France, à propos de l'Irak, avait été perçue en Afrique, y compris dans l'Afrique profonde.

À l'inverse, comme l'a dit l'ambassadeur Gouyette, la désastreuse expédition libyenne, avec la fin qu'elle a connue, a beaucoup contribué, non seulement, subjectivement, à mettre la France dans une mauvaise position, mais, objectivement, à aggraver les problèmes de sécurité et d'immigration que nous vivons aujourd'hui.

Je crois que ce sont des choses qu'il faut dire aussi

L'affaire libyenne a servi de bouc émissaire. Notre intervention erronée dont une fois de plus on n'avait pas prévu les conséquences, pas pensé réellement le sujet, cette expédition en Libye était une sorte de réaction improvisée. On en voit les conséquences aujourd'hui, en Libye surtout, avec la déstabilisation de ce pays (deux gouvernements, pas de constitution, etc.). Mais l'impact sur le Sahel, qui a été un peu un élément déclencheur, c'est vrai, de la crise de 2012 mais ça a été la petite étincelle qui a fait exploser la bombe.

Mais il ne faut pas majorer le rôle de la Libye. Une partie de l'armée libyenne constituée de Touaregs est rentrée au Mali et a relancé le mouvement séparatiste malien. Mais cela n'a eu aucune influence sur les djihadistes au Mali. Or aujourd'hui le Mali connaît une double crise : la crise djihadiste, qui est quand même la crise principale, et la crise séparatiste qui était réglée normalement par l'accord d'Alger. Le fait de ne pas avoir appliqué l'accord d'Alger est d'abord imputable aux autorités de Bamako. Et les juntes militaires vont aggraver le phénomène en rejetant purement et simplement cet accord d'Alger. Mais cet impact de la Libye aurait été très limité si on avait appliqué cet accord d'Alger. En revanche aucun djihadiste n'est venu de Libye ils sont tous venus d'Algérie.

Je dois vous dire mon profond désaccord.

Une fois de plus nous sommes allés chercher au fond du labyrinthe de Dédale le minotaure : la Françafrique. Vous errez en pensant que la France reçoit ce qu'elle mérite. Au point de croire, par exemple, qu'en RDC les choses vont mieux se passer pour vous parce que la France n'y a pas de passé colonial. Pour avoir couvert les liens entre la France et Mobutu, j'aurais beaucoup à y redire si j'étais congolais ! Si l'image de la France est aujourd'hui plus favorable en RDC qu'ailleurs en Afrique francophone, c'est que les Congolais souhaitent que la France soit forte et puisse faire quelque chose pour eux. « *La main qui donne est toujours au-dessus de la main qui reçoit* », disait Houphouët-Boigny. Vérité élémentaire que l'on peut ressentir comme étant désagréable. Mais les Congolais s'en accommoderaient sans problème s'ils recevaient le soutien de la France contre le Rwanda qui leur fait la guerre. Ils y trouveraient une bonne raison pour voir la France positivement ! Ailleurs les gens la voient négativement parce que la France, qu'ils savent faible, ne peut rien pour eux mais est tenue pour responsable de leurs espoirs déçus.

Nous nous sommes perdus comme dans un puits sans fond au Mali : la bonne décision en 2013, la mauvaise décision en 2014... Bien sûr, il y a eu des erreurs. Mais, on ne les répare pas en les revisitant, avec le bénéfice du recul, avec comme idée constante, étonnante quand même, que les Africains seraient toujours des clairvoyants (sauf par rapport à eux-mêmes et leurs propres problèmes), des extra-lucides dans l'analyse des « fautes » – jamais des erreurs – françaises alors que les Français seraient cantonnés dans le rôle des ignorants, toujours en porte-à-faux. Peu m'importent les fautes ou erreurs françaises, ce n'est tout simplement pas très convaincant.

Mon désaccord est profond parce que le sentiment anti-français ne s'explique pas par une série de chiffons rouges français qu'on aurait agités devant les yeux africains. La question se situe à une autre échelle. Déjà démographiquement : près de la moitié des Africains censés passer leur temps à faire le bilan critique de l'œuvre au noir française sont nés après l'an 2000. Peut-on sérieusement penser que leur quotidien, souvent difficile, consiste à s'indigner des crimes coloniaux ou postcoloniaux de la France ? Je ne le crois pas un instant.

Ensuite, on se trompe d'échelle géographique. Il s'agit tout de même d'un phénomène général. Je ne crois pas que les Gabonais définissent leur relation avec la France à partir de leur analyse de l'intervention française au Sahel. Il faut expliquer la quasi-unanimité du ressentiment anti-français qui, à mon avis, est une « abréaction », un terme psychologique pour dire le fait de se passer les nerfs sur le responsable supposé de sa propre impuissance. Bien entendu, cette abréaction n'aurait pas d'objet s'il n'y avait pas eu trop-plein de puissance française, hier, et faiblesse aujourd'hui. Mais si le trop-plein de la « présence » française avait été différent, « meilleure » en l'absence des fameuses fautes commises, ce serait pareil. Parce que la seule « meilleure » façon de se mettre à la place des Africains aurait été de ne pas s'y mettre. C'est aussi simple.

En revanche, je trouve très constructif de parler d'« exception française » si c'est pour dire que des non-Français – des Africains mais, aussi, d'autres, dont moi-même d'ailleurs – peuvent voir une France faisant cavalier seul de façon intelligente et généreuse comme un pôle de ralliement.

La France-Afrique était une alliance postcoloniale entre les élites françaises et africaines. Houphouët-Boigny et Senghor n'étaient pas des laquais de la France, sans projet politique pour leurs pays. Face à Houphouët-Boigny – que j'ai connu – Jacques Foccart n'était que le messenger de De Gaulle. C'est pourquoi il me paraît excessif de réduire la France-Afrique à la « Françafrique », une entreprise criminelle. Ma conclusion est plus radicale : le trop-plein de la « présence » française en Afrique, quand bien même celle-ci n'aurait pas été accompagnée de crimes, suffit à expliquer le sentiment antifrçais actuel.

Si j'avais à refaire mon intervention, je passerais à nouveau la Françafrique à la trappe parce qu'elle nous fait seulement tourner en rond. Il y a eu trop plein et il y aujourd'hui un « trop vide », qui va durer jusqu'à ce que – et là je reprends l'idée que je voudrais retenir de notre débat – la France redevienne un peu plus « exceptionnelle ». Quand elle s'aimera à nouveau elle-même, elle sera aussi aimée par d'autres, dont des Africains.

Merci

Je vous remercie beaucoup d'avoir fini en forme de conte moral. Et contrairement à ce que vous avez pu croire vous avez été écoutés et entendus. Il est très bon d'avoir une vision extérieure de ce que nous croyons être et de ce que nous croyons faire. Votre analyse du passage d'une force excessive à une faiblesse excessive est, je crois, quasiment en termes physiques, assez imparable.

Merci Messieurs.



PUBLICATIONS RÉCENTES

L'AVENIR DE L'EUROPE : QUE PENSER DE LA « COMMUNAUTÉ POLITIQUE EUROPÉENNE » ?

Colloque du mardi 28 janvier 2025

L'AVENIR DE L'ÉCONOMIE EUROPÉENNE : QUE PENSER DES RAPPORTS NOYER ET DRAGHI ?

Colloque du mercredi 27 novembre 2024

COMMENT LES INSTITUTIONS DE LA VE RÉPUBLIQUE PEUVENT-ELLES ÉVOLUER ?

Colloque du mardi 15 octobre 2024

LAÏCITÉ : DÉFIS INTERNES, DÉFIS EXTERNES

Colloque du mercredi 24 avril 2024

QUELLE POLITIQUE ÉTRANGÈRE POUR LA FRANCE

Colloque du jeudi 21 mars 2024

OCCIDENT COLLECTIF, SUD GLOBAL : QU'EST-CE À DIRE ?

Colloque du mardi 20 février 2024

L'AVENIR DE LA RELATION FRANCO-POLONAISE

Colloque du mercredi 24 janvier 2024

QUEL AVENIR POUR L'EUROPE ?

Séminaire du mardi 19 décembre 2023

LA FRANCE FACE AUX MUTATIONS DU TRAVAIL

Colloque du mercredi 8 novembre 2023

LA JEUNESSE FRANÇAISE FACE AUX GRANDS DÉFIS DE LA NATION

Colloque du mardi 26 septembre 2023

LA FRANCE ET SES ÉLITES
Colloque du mardi 20 juin 2023

EUROPE, ÉTAT DE DROIT ET SOUVERAINETÉ NATIONALE
Séminaire du lundi 15 mai 2023

L'AVENIR DE LA FILIÈRE NUCLÉAIRE FRANÇAISE
Séminaire du mercredi 29 mars 2023

OÙ VA L'ITALIE ?
Séminaire du mardi 21 mars 2023

QUEL AVENIR POUR LA DÉFENSE FRANÇAISE ?
Colloque du lundi 13 mars 2023

LE DÉFI DU REDRESSEMENT ÉCONOMIQUE DE LA FRANCE
Colloque du mardi 13 janvier 2023

LA RÉPUBLIQUE ET SES RÉGIONS
Colloque du mardi 6 décembre 2022

L'AVENIR DE LA LANGUE FRANÇAISE
Colloque du mardi 15 novembre 2022

**TABLE RONDE AUTOUR DES IDÉES DE FRANCIS FUKUYAMA ET DE
SAMUEL HUNTINGTON**
Séminaire du mardi 25 octobre 2022

LA GUERRE D'UKRAINE ET L'ORDRE DU MONDE
Colloque du mardi 27 septembre 2022

LA RÉPUBLIQUE FACE À LA DÉCONSTRUCTION
Colloque du mardi 8 mars 2022

**FRANCE-ALLEMAGNE : CONVERGENCES ET DIVERGENCES DES
INTÉRÊTS FONDAMENTAUX À LONG TERME**

Colloque du mardi 15 février 2022

LA DETTE

Séminaire du jeudi 20 janvier 2022

**LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE LA FRANCE DANS LES DEUX
DERNIÈRES DÉCENNIES : BILAN ET PERSPECTIVES**

Colloque du mardi 7 décembre 2021

ÉCOLOGIE ET PROGRÈS

Colloque du mercredi 24 novembre 2021

LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE, UN ENJEU POUR DEMAIN

Colloque du jeudi 21 octobre 2021

QUELLES INSTITUTIONS POUR DEMAIN ?

Colloque du mercredi 22 septembre 2021

**LA FORMATION DES PROFESSEURS DES ÉCOLES, UN ENJEU MAJEUR
POUR LE XXI^E SIÈCLE**

Colloque du mercredi 19 mai 2021

**COMMENT PENSER LA RECONQUÊTE DE NOTRE INDÉPENDANCE
INDUSTRIELLE ET TECHNOLOGIQUE ?**

Colloque du mardi 13 avril 2021

**ÉTATS-UNIS : CRISE DE LA DÉMOCRATIE ET AVENIR DU
« LEADERSHIP » AMÉRICAIN**

Colloque du mardi 9 mars 2021

L'ALLEMAGNE ET LA CONSTRUCTION DE LA STABILITÉ EUROPÉENNE

Colloque du mercredi 10 février 2021

NOTES, ÉTUDES ET ENTRETIENS :

Parues récemment :

- **Arnaud Montebourg**, ancien ministre de l'Économie, du Redressement productif et du Numérique, « **Europe et souveraineté nationale : où en est-on, que faudrait-il faire ?** », note accompagnée de commentaires de **Marie-Françoise Bechtel** et de **Jean-Éric Schoettl**, avril 2024.
- **Alain Billecoq**, philosophe, ancien inspecteur de philosophie et professeur agrégé en classes terminales et préparatoires, auteur de nombreux ouvrages sur Spinoza, « **Laïcité et tolérance : en finir avec une équivoque** », janvier 2024.
- **Philippe Guittet**, ancien secrétaire général de SNPDEN-UNSA (2002-2009), « **Ré-instituer l'école de la République** », revue *Direction*, n°285, juillet 2023.
- Conversation entre **Marie-Françoise Bechtel** et **Stéphane Rozès**, à partir de son dernier ouvrage *Chaos. Essai sur l'imaginaire des peuples* (Le Cerfs, 2022), « **Réparer les imaginaires nationaux** », mai 2023.
- **Jean-Éric Schoettl**, conseiller d'État (h), secrétaire général du Conseil constitutionnel de 1997 à 2000, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, « **La souveraineté nationale à l'épreuve de la notion européenne d'État de droit** », version actualisée publiée en février 2022.
- **Benjamin Morel**, président du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, « **Enquête sur le rapport des Français à l'Histoire, à l'Armée et à l'Europe** », enquête du laboratoire d'études de l'opinion « Cluster 17 » réalisée en partenariat avec la Fondation Res Publica, novembre 2022.
- **Matthieu Lahaye**, spécialiste des questions éducatives et membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, « **Remettre l'École au cœur de la République** », mars 2022.
- **Alexey Rutkevich**, professeur de philosophie, directeur scientifique de la faculté des sciences humaines à l'École des hautes études en sciences humaines (HSE) de Moscou, « **Déconstruction, *cancel culture*, wokisme : entretien sur l'expansion géographique et civilisationnelle de la « *French Theory* »** », mars 2022.

NOTES DE LECTURE :

Parues récemment :

- « **Marcel Gauchet, défricheur et semeur** », note de lecture de l'ouvrage de Marcel Gauchet, *Le nœud démocratique : Aux origines de la crise néolibérale* (Gallimard, 2024), par Marie-Françoise Bechtel, présidente de la Fondation Res Publica.
- « **France, une diplomatie déboussolée** », note de lecture de l'ouvrage de Jean de Gliniasty, *France, une diplomatie déboussolée* (L'inventaire, 2024), par Marie-Françoise Bechtel.
- « **La tentation de Mars : Guerre et Paix au XXI^e siècle** », note de lecture de l'ouvrage de Ghassan Salamé, *La tentation de Mars : Guerre et Paix au XXI^e siècle* (Fayard, 2024), par Thomas Brignol.
- « **La Corse, une autonomie en question** », note de lecture de l'ouvrage de Michel Vergé-Franceschi, *La Corse, une autonomie en question* (Passés composés, 2024), par Thomas Brignol.
- « **La défaite de l'Occident** », note de lecture de l'ouvrage d'Emmanuel Todd, *La défaite de l'Occident* (Gallimard, 2024) par Jean-Yves Autexier, vice-président de la Fondation Res Publica.
- « **De Gaulle, une vie : l'homme de personne, 1890-1944** », note de lecture de l'ouvrage de Jean-Luc Barré, *De Gaulle, une vie : l'homme de personne, 1890-1944* (Grasset, 2023), par Joachim Le Floch-Imad, directeur de la Fondation Res Publica.
- « **La France est-elle finie ?** », note de lecture de l'ouvrage de Bertrand Badie, *Pour une approche subjective des relations internationales* (Odile Jacob, 2023), par Lucas Lusseau.
- « **L'ère de l'affirmation : répondre au défi de la désoccidentalisation** », note de lecture de l'ouvrage de Max-Erwan Gastineau, *L'ère de l'affirmation : répondre au défi de la désoccidentalisation* (Éditions du Cerf, 2023), par Jean-Yves Autexier.
- « **Jean-Claude Michéa persiste et signe** », note de lecture de l'ouvrage de Jean-Claude Michéa, *Extension du domaine du capital* (Albin Michel, 2023), par Marie-Françoise Bechtel.

SOUTENEZ LA FONDATION RES PUBLICA !

Pour nourrir sa réflexion et conduire sa mission d'irrigation du débat intellectuel et d'aide à la décision publique, la Fondation Res Publica a besoin du soutien des entreprises et des particuliers. Leur aide est particulièrement précieuse dans un contexte de réduction de l'aide que la Fondation perçoit de l'État, en raison de restrictions budgétaires de plus en plus fortes.

La Fondation étant reconnue d'utilité publique par décret du 30 décembre 2005, les versements que vous lui accorderez-vous feront bénéficier d'un avantage fiscal conséquent.

Pour les particuliers :

Impôt sur le revenu (IR) : la loi de finances permet **une déduction de l'impôt sur le revenu de 66 % du montant de vos dons** dans la limite de 20 % du revenu imposable (pour un don de 1000 euros, vous pouvez par exemple déduire 660 euros de votre IR)

Impôt sur la fortune immobilière (IFI) : la loi permet **la déduction de l'impôt sur la fortune immobilière de 75 % du montant de vos dons** dans la limite de 50 000 euros (pour un don de 1 000 euros, vous pouvez déduire 750 euros de votre IFI)

Pour les entreprises, les organismes et les associations :

Impôt sur les sociétés (IS) : la loi de finances permet une déduction de vos dons de l'impôt sur les sociétés (ou IR pour les sociétés de personne), **à hauteur de 60 %**, dans la limite de 0,5 % du chiffre d'affaires HT (report possible durant 5 ans).

Un don supérieur ou égal à 200 euros vous permettra par ailleurs de recevoir à votre adresse les « Cahiers » de la Fondation Res Publica.

Avec tous mes remerciements,

Jean-Pierre Chevènement

Contact : +33 (0)1 45 50 39 50 ; fondationrespublica@gmail.com.

FONDATION RES PUBLICA

52, rue de Bourgogne

75 007 Paris

☎ 01.45.50.39.50

fondationrespublica@gmail.com

Achevé
d'imprimer
en avril 2025